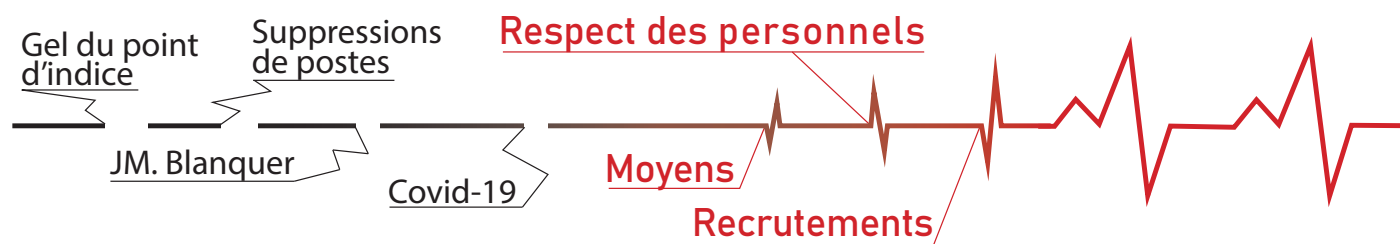


Journée de grève

et d'action le 26 janvier 2021

Un budget loin de traduire une ambition éducative, un état de fatigue de tous les personnels jamais atteint, un épuisement dû à des années de dégradation des conditions de travail... Les personnels de l'Éducation expriment de fortes attentes et ont des exigences. Cependant, entre attermolements et improvisation permanente, Jean-Michel Blanquer reste sourd à leurs aspirations et à nos revendications. Alors qu'il y a urgence, il persiste à ignorer la situation dans les établissements pour les personnels et les élèves et poursuit sa politique destructive.

Une crise sanitaire qui maltraite une École malade



L'instauration du protocole sanitaire sans moyens supplémentaires a de nouveau considérablement dégradé les conditions de travail des personnels depuis la rentrée. C'est le cas par exemple des personnels de Vie scolaire qui gèrent le brassage des élèves dans l'enceinte des établissements, des enseignant-es qui doivent composer entre obligations protocolaires et maintien difficile du sens même de leurs missions, des AESH qui continuent d'être allègrement méprisé-es et aux personnels administratifs à qui on a refusé le télétravail sous des prétextes fallacieux.

Quant aux élèves, ils ou elles continuent à s'entasser dans des classes surchargées au mépris des conditions sanitaires, à devoir gérer l'enseignement hybride et l'alternance dans les lycées, à subir les

« retards » accumulés sans le moindre allègement de programme et avec le maintien des épreuves de spécialité en mars...

C'est la santé de toutes et tous, qu'elle soit physique ou psychique, qui est en jeu. Cette crise est d'autant plus grave qu'elle survient dans un contexte d'austérité budgétaire dans une École aux moyens déjà largement réduits.

Il y a donc urgence à revendiquer d'autres moyens pour accomplir correctement nos missions et ce dans d'autres conditions.

Exigeons le recrutement de personnels en nombre afin d'assurer la sécurité sanitaire pour toutes et tous, mais aussi pour l'avenir. Cela commence par l'ouverture généralisée des listes complémentaires, l'admission de l'ensemble des admissibles aux concours internes et le réemploi de tou·tes les non-titulaires.

**Mobilisons-nous toutes et tous
pour nos salaires, nos conditions de
travail et des postes supplémentaires !**

Pour aujourd'hui, mais aussi pour demain exigeons un PLAN D'URGENCE !

Pendant cette « année Covid », si nos revendications pour une autre École avaient été retenues, bien des difficultés pourraient être actuellement

surmontées. Ensemble, exigeons un plan d'urgence pour obtenir une amélioration des conditions de travail et d'étude.

Des écoles et établissements

à **taille humaine**

(maxi 200 élèves ou 10 classes à l'école, 500 élèves en collège).

Des **recrutements** massifs de personnels (enseignant-es, ATSS, AESH, de Vie Scolaire, territoriaux...) pour couvrir les besoins.

Une **réelle formation** initiale et continue pour mieux armer les personnels.

Des écoles et établissements **correctement équipés** (en sanitaires et moyens pédagogiques-informatiques) et en nombre suffisant.

URGENCE

Une **éducation prioritaire** de la maternelle au Bac avec des moyens cadrés nationalement, donnant plus à ceux-celles qui ont le moins.

Des classes ne dépassant pas 20 élèves (24 en lycée) voire 15 en éducation prioritaire, en maternelle ou en multi-niveaux.

Un renforcement du **service social**.

Un véritable **service de santé** (médecins et infirmier-ères) pour l'ensemble des élèves et une réelle médecine du travail, complétée d'un CHSCT par établissement et circonscription.

AVEC LA CGT ÉDUC'ACTION, REVENDIQUONS :

- la mise en œuvre d'une autre politique éducative qui tourne le dos au tri social au bénéfice d'une politique d'émancipation ;
- un plan de rénovation et de construction du bâti scolaire permettant d'en faire de véritables lieux de vie et répondant aux enjeux environnementaux ;

- un budget qui crée massivement des emplois statutaires.

LA CGT ÉDUC'ACTION
APPELLE TOUS LES PERSONNELS

**à préparer et à se joindre à la grève
et à la mobilisation interprofessionnelle**

26 JANVIER & 4 FÉVRIER 2021

